

CINQ CLEFS POUR BIEN COMPRENDRE LA NOTE DU FINCEN CONTRE BPA

Les représailles du FINCEN face aux négligences Andorranes

1. La lettre du 26 août 2014 adressée à Gilbert Saboya, ministre des affaires étrangères Andorran, dans laquelle les autorités américaines exigent sévèrement aux Andorrans d'appliquer les mesures -réclamées par le MONEYVAL – sur le contrôle de l'argent en liquide. À travers d'une lettre très dure qui occupe seulement une page elles somment trois fois Saboya avec des phrases comme : «*we urge the Andorran government to implement as soon as possible...*», «*the U.S. urges you seriously...*», «*we urge your government...*». Ils y exposent aussi une affaire de 16 millions d'euros où sont impliqués des trafiquants de drogue néerlandais. Leur argent avait été déposé en liquide dans une banque andorrane, qui n'était pas Banca Privada de Andorra. Il semblerait que la justice andorrane a classé sans suite les actions judiciaires contre l'intrigue signalée par les Etats-Unis en juin 2015, dont le résultat final a été la note dévastatrice du FinCEN. Il est à noter qu'à ce moment-là, le procureur général adjoint de l'Etat et l'actuel directeur de l'UIFAND -Carles Fiñana- est devenu propriétaire de la maison du chef des mafieux hollandais, après que celui-ci a eu suspicieusement reçu un tuyau et pu fuir de la police quelques instants avant d'être arrêté.

2. La réponse de Gilbert Saboya du 21 septembre, un mois après la sommation des EEUU et qui répond aux autorités Américaines : «*Andorre a fait des progrès importants dans son système de lutte contre le blanchiment d'argent*».

3. L'extrait de la vidéo d'Anton Smith, l'attaché économique de l'ambassade Américaine en Espagne et en Andorre, dans laquelle il soutient, dans le cadre d'une conférence qu'il a donnée quelques mois après la notification du 311, que les autorités andorraines n'ont pas fait ce que les Américains lui ont demandé: «*l'année dernière, nous avons exprimé à Andorre notre préoccupation par le biais d'un rapport Officiel* (il se référait à la lettre du 24 août 2014) *pour signaler quelques erreurs Identifiées par le MONEYVAL sur la performance du système. Ils n'ont pas agi avec l'efficacité que nous attendions et c'est pourquoi nous avons finalement "tapé avec le marteau" » [sic]*.

4. Le courriel d'Anton Smith à ses supérieurs, en mai 2015, où il reconnaît que la note du FinCEN était rédigée contre l'Andorre et non contre BPA. Courriel, déclassifié par le Département d'État Américain où il dit : «*Je parlais ici d'une procédure générale qui a été remise aux autorités andorraines en août de l'année dernière (la lettre du 24 août 2014) motivée par les inquiétudes qui nous ont conduit enfin à rédiger la note 311*».

5. L'audio dans lequel Celestino Barroso menace, en juin 2014, Joan Pau Miquel -conseiller Délégué de Banca Privada de Andorra- de «*détruire la banque... il y a des Américains disposés à s'en occuper*» Celestino Barroso était l'inspecteur en chef de la police et attaché de l'intérieur de l'ambassade Espagnole en Andorre.